

Le Maghreb n'attire pas les investissements espagnols

Íñigo Moré

Entre le Maghreb et l'Espagne il n'y a pas de véritable courant d'investissements : il y a des possibilités dans la région dont les entreprises espagnoles ne profitent pas

L'investissement étranger est très important en Tunisie, pas autant au Maroc, très peu en l'Algérie, et encore moins en Libye

Les principaux secteurs qui intéressent les entreprises espagnoles au Maghreb limitent l'investissement étranger : les hydrocarbures, la pêche ou l'agriculture

Le Maghreb n'a été capable de capter l'intérêt des investisseurs espagnols que dans une moindre mesure, très inférieure à sa capacité d'absorber ces flux, et à celles des investissements étrangers des entreprises espagnoles. Entre le Maghreb et l'Espagne il n'y a pas de véritable courant d'investissements et il ne s'est pas formé non plus un « matelas d'intérêts » d'un volume substantiel dans ce terrain.

Il faut signaler que le manque d'intérêt est mutuel. Les investissements maghrébins en Espagne sont tellement modestes que le principal investisseur de cette origine ce sont les immigrés, considérés dans leur ensemble. Tout cela malgré l'activité notoire que certains pays comme la Libye déploient dans des marchés européens comme l'Italie.

La captation des investissements étrangers oblige à les placer sur le premier plan face au public. Cela ne veut pas dire qu'ils soient très importants ni primordiaux dans la balance des paiements du Maghreb. En ce qui concerne le flux de devises, les investissements étrangers ont une importance secondaire pour ces pays. Selon les données de la Conférence des Nations unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED), en 2002 le Maghreb a obtenu des investissements étrangers d'une valeur de 2 271,0 millions de dollars, mais ses émigrés ont envoyé des remises à la région d'une valeur bien supérieure, 3 947,7 millions de dollars. En 2003, l'investissement étranger a grimpé à 4 197

millions de dollars alors que les remises ont augmenté jusqu'à 4 878,1 millions de dollars. C'est à dire, s'il existe une quelconque symbiose économique entre le Maghreb et l'extérieur, cela se doit plus à ses émigrés qu'à l'investissement étranger.

Bien entendu, l'on peut analyser cette question, non seulement du point de vue de la quantité, mais aussi de la qualité en calculant l'impact que produisent sur l'emploi ou sur le développement, en des termes plus généraux, les remises et les investissements étrangers. Si je présente ces données c'est pour signaler que, en termes généraux, le Maghreb ne vit pas des investissements étrangers, du moins pas uniquement.

Naturellement, chaque pays de la zone décline cette vision générale selon ses caractéristiques particulières. Les données de la CNUCED signalent que le leader en investissement étranger du Maghreb est la Tunisie, dont le stock d'investissements en 2003 était de 16 567 millions de dollars, alors qu'au Maroc il était de 11 608 millions de dollars et en Algérie uniquement 6 336 millions de dollars. Nous n'avons pas de données sur la Libye, un pays qui réalise probablement plus d'investissements à l'extérieur qu'il n'en reçoit.

Ces quantités supposent respectivement 1 685 dollars par habitant en Tunisie, 379,8 dollars au Maroc et 199,3 dollars en Algérie. Par rapport au PIB de 2003, 65,8 % de celui de la Tunisie, 26,0 % au Maroc et 9,7 % en Algérie.

L'Espagne est un investisseur très actif à l'extérieur. Selon la CNUCED jusqu'en 2003 les investissements à l'extérieur s'élevaient à 207 529 millions de dollars, ce qui suppose 2,5 % de tous les investissements extérieurs du monde. Cette quantité suppose 5 054 dollars par habitant soit 34 % de son PIB.

Combien pour le Maghreb ?

De ce volume total seule une infime partie est destinée au Maghreb. Etant donné que la CNUCED ne segmente pas les investissements de chaque pays selon sa destination, j'analyserais cet aspect à partir des données du Registre des Investissements Extérieurs du Secrétariat d'Etat de Commerce (Ministère d'Economie). Ces données sont livrées en euros et diffèrent visiblement de celles de la CNUCED.

Ainsi donc, le flux de l'investissement brut total espagnol à l'extérieur entre 1993 et 2004 a atteint 323 717 millions d'euros. De cette quantité, les quatre pays principaux du Maghreb (Maroc, Algérie, Tunisie et Libye) n'ont obtenu que 2 237 millions d'euros. C'est à dire, 0,6 %. La conclusion immédiate est que la valeur des investissements espagnols au Maghreb est de moindre importance face à l'ensemble.

Lorsqu'on analyse la situation pays par pays, l'on voit que l'investissement espagnol au Maghreb a lieu principa-

IDE brute espagnole 1993-2004

En millions de d'euros													
	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005*
IDE brute	1 837	4 233	5 890	4 956	10 426	15 407	51 344	60 068	46 897	45 342	30 588	46 730	2 842

* Chiffres provisionnels, premier trimestre.

Source : Registre des investissements extérieurs. Ministère d'Economie.

lement au Maroc, qui a absorbé 0,59 % de tous les investissements espagnols entre 1993 et 2004 (soit 86 % de l'investissement espagnol au Maghreb), avec 1 934,8 millions d'euros, ce qui en fait sa 23ème principale destination.

Durant cette même période, la Tunisie a obtenu 281,1 millions d'euros ce qui suppose un modeste 0,08 % du total et ce qui le place à la 43ème position des destinations de l'investissement espagnol. Les deux autres pays sont insignifiants, avec la Libye qui a obtenu 13,1 millions d'euros, 0,004 % du total, avec la 86ème position. Finalement l'Algérie, qui avec seulement 8,6 millions d'euros a obtenu un ridicule 0,002 % , avec la 81ème position juste entre le Yémen et le Mozambique.

En ce qui concerne la Libye et l'Algérie, il existe des évidences qui contredisent les données officielles d'investissement. Les deux pétrolières Cepsa et Repsol sont présentes sur ces marchés où elles ne se limitent pas à la prospection, mais à l'exploitation des gisements, ce qui implique d'amples investissements. Une explication serait que, dans certains cas, les investisseurs triangulent leurs investissements au Maghreb au moyen de tiers pays, en créant pour cela des sociétés holding dans des juridictions fiscalement avantageuses. Mais il faut penser que non seulement les investissements espagnols au Maghreb se triangulent, mais que c'est un phénomène qui touche d'autres destinations. De ce fait la répartition géographique proportionnelle ne varierait pas si l'on pouvait distribuer ce qui correspond à chacun. Si l'on élimine les pays qui sont traditionnellement utilisés pour canaliser des investissements dans d'autres juridictions, comme le Luxembourg, les Pays-Bas ou des paradis fiscaux comme les îles Cayman, le Maghreb obtiendrait la 20ème position des destinations face

à la 23ème qu'il occupe.

L'explication la plus répandue est que la taille économique du Maghreb est très modeste, raison pour laquelle il est logique qu'il reçoive peu d'investissements. Une explication aussi répandue que peu convaincante et que nous essaierons de démontrer pour analyser, premièrement, ses composantes et ensuite le mécanisme complet.

Il est vrai que la différence de taille économique entre l'Espagne et les pays du Maghreb est notable. Selon le Fond monétaire international (FMI), le PIB de l'Espagne était de 992.992 millions de dollars en 2004. Ce chiffre multiplie par 12 le PIB de l'Algérie, par 20 celui du Maroc et par 34 celui de la Tunisie ou de la Libye. Dans son ensemble, le PIB de l'Espagne multiplie le PIB conjoint des pays du Maghreb par 5,2.

Cette différence est illustrée par de multiples exemples. Le plus populaire, bien que malavisé, c'est que les grandes entreprises espagnoles, comme Repsol, ont des ventes annuelles supérieures au PIB de la Tunisie, la Libye ou même le Maroc. Bien que l'exemple soit retentissant, il met en relation des mesures de nature complètement différente et leur comparaison est inutile pour l'analyse qui nous occupe. C'est à dire, vérifier la thèse au sujet de la relation entre le mince poids économique absolu du Maghreb et la maigre dimension absolue des investissements espagnols dans la zone. Et bien, aussi vraies que soient les composantes de cette explication, c'est à dire, l'économie maghrébine est de taille modeste en comparaison avec l'Espagne, il n'y a rien qui suggère que la relation possible entre ces deux éléments soit un obstacle insurmontable. Dans ce sens, les investisseurs espagnols ont été capables de trouver des opportunités dans de multiples économies plus petites que la maghrébine. Des 22 pays ayant

obtenu plus d'investissement de l'Espagne que le Maghreb, pas moins de neuf sont des économies dont le PIB est inférieur à celui du Maghreb dans son ensemble. Par exemple, les entreprises espagnoles ont investi plus en Colombie qu'au Maghreb, alors que la taille de l'économie de celle-ci (PIB de 95 188 millions de dollars en 2004), représente à peine la moitié de celle du Maghreb, dont le PIB conjoint s'élève à 188 874 millions d'euros. Et cela sans compter qu'une bonne partie de la Colombie est ravagée par une guerre civile depuis 20 ans, à tel point que la revue *Foreign Policy* a récemment qualifié le pays comme un « Etat en failli ».

Face à cela on peut contester qu'il n'existe pas une économie maghrébine et que, donc, il est injuste de la comparer à des pays tiers comme un ensemble. Sans doute, le Maghreb est une unité géographique clairement définie, où il existe des traits culturels communs et d'autres dimensions multiples qui unifient la zone et lui donne une cohérence d'ensemble. Mais cela, en soit même, ne génère pas une économie commune, qui aurait pu surgir sous l'élan politique de l'Union du Maghreb arabe. L'échec de cette initiative lui ôte l'élan politique qui aurait pu l'intégrer dans une unité d'ensemble et leurs économies se tournent le dos. Ses deux pôles principaux, Algérie et Maroc, sont confrontés depuis qu'en 1994 l'Algérie fermait sa frontière terrestre, de telle façon qu'un investissement au Maroc est dépourvu d'un accès direct en Algérie et vice-versa. En somme, il est vrai qu'il n'existe pas une économie maghrébine en général, mais des économies maghrébines, et il n'existe pas non plus un marché maghrébin, mais des marchés maghrébins.

En analysant un à un les pays de la région l'on note qu'il n'existe pas une relation, en général, entre la taille d'u-

IDE espagnole dans le Maghreb, par pays 1993-2004

en millions d'euros

Pays	Maroc	Tunisie	Libye	Algérie	Maghreb	Total IDE espagnole
IDE	1 934,76	281,07	13,85	8,63	2 237,52	23 717,70

Source : Registre des investissements extérieurs. Ministère d'Economie.

ne économie et les investissements reçus. C'est la plus petite économie du Maghreb, la Tunisie, qui détient le plus grand stock des investissements en général, surpassant même la somme de ceux de l'Algérie et du Maroc. Il faut signaler, en plus, que les différences entre ces pays en terme de PIB par habitant sont moindres.

En ce qui concerne concrètement les investissements de l'Espagne, cette relation n'existe pas non plus, étant donné que la principale destination de ces opérations est le Maroc, qui n'est pas la principale économie de la région.

L'on pourrait encore établir une comparaison globale en mesurant la relation entre le PIB et les investissements espagnols de tous les pays du monde. En analysant les destinations de l'investissement espagnol entre 1993 et 2004, et en enregistrant la somme totale de ces investissements comme pourcentage du PIB du pays en 2004.

Pour le Maroc, le flux des investissements espagnols entre 1993 et 2004 représente 3,9 % de son PIB de 2004. Si l'on effectue une liste de tous les pays du monde selon ce concept, le Maroc occupe la 13ème position, avec plusieurs pays de moindre taille qui le devancent, bien que tous soient des paradis fiscaux.

Les autres pays du Maghreb reçoivent moins d'investissements espagnols que d'autres économies de taille similaire. La Tunisie occupe la 31ème position de cette liste, ce qui n'est pas très honorable si l'on considère que, proportionnellement, des pays beaucoup plus petits reçoivent plus d'investissements espagnols tel que la Moldavie, la Gambie ou la Namibie. La Libye occupe la 80ème position en relation à son PIB alors que l'Algérie occupe le poste 100, juste avant le misérable Bangladesh, ce qui exprime clairement la situation.

C'est à dire qu'il y a beaucoup de pays

qui reçoivent plus d'investissement de l'Espagne en relation à leur PIB que ce que reçoivent les pays du Maghreb. On a beau insister sur la modestie de la taille économique de la région, ce n'est la raison du faible investissement espagnols dans la zone ne se doit pas à cela.

Et pour quelles raisons ?

Lorsque l'on parle des investissements étrangers l'on met souvent l'accent seulement sur les investisseurs, comme si leurs actions étaient unilatérales. Mais il faut être deux pour pouvoir danser, alors il serait bon de se demander si cette situation pourrait être attribuable aux gouvernements locaux, qui n'offrent peut-être pas les stimulants adéquats. En général, le Maghreb reçoit peu d'investissements étrangers et non seulement espagnols.

Analyser la question depuis ce point de vue, nous oblige à nous mettre à la place des pays du Maghreb et utiliser les statistiques locales, puisque chaque pays s'exprime dans sa propre devise. Pour cela, l'on a utilisé les données de la CNUCED sur le stock des investissements étrangers en 2003 exprimés en dollars, en comparant cette donnée avec les investissements réalisés par l'Espagne entre 1993 et 2003. Evidemment, il existe un problème méthodologique puisque l'un des chiffres s'exprime en euros et l'autre en dollars, raison pour laquelle les conclusions n'ont qu'une valeur indicative. Essayer de faire la conversion ne résoudrait pas le problème puisque l'euro n'existait pas en 1993.

L'on observe dans ce sens, que l'Espagne a réalisé 3,9 % (2,5 % si l'on utilise que les données de la CNUCED pour 2003) de tous les investissements étrangers mondiaux. Cette côte est très

supérieure pour ce qui est du Maroc, où elle s'élève à 16 % de tous les investissements du monde qu'il reçoit. Selon cette conception, c'est le 9ème pays où les investissements espagnols ont une grande part de marché. En Tunisie, elle est inférieure à la moyenne, seulement 1,7 %, alors qu'en Algérie elle est de 0,07 %. La CNUCED ne donne pas les données de la Libye où le régime de Mouammar al Khadafi ne commence à s'intéresser à l'investissement étranger que dernièrement.

C'est à dire, qu'il existe des opportunités dans les pays du Maghreb dont les entreprises espagnoles ne profitent pas.

Pourquoi investit-on aussi peu au Maghreb ?

La raison repose sur le fait que les opportunités existantes ne rentrent pas dans le profil de l'investissement espagnol à l'extérieur. Non pas parce que le contexte économique ne soit pas adéquat. Les entreprises espagnoles ne se caractérisent pas par éviter des risques dans leurs investissements à l'extérieur. Au contraire, elles ont situé leurs principaux investissements dans des marchés émergents, le Brésil et l'Argentine sont le premier et le troisième destinataire de leurs opérations et le Mexique le neuvième. Ce sont tous des pays dont le curriculum nous empêche de les considérer comme des « destins refuge », la Suisse étant en 11ème position. Ainsi donc, les entreprises espagnoles se considèrent capables de gérer les risques spécifiques que posent les pays émergents.

Nonobstant, une bonne partie de ces investissements correspond à un petit ensemble d'opérations de taille unitaire très notable. Et elles correspondent presque toutes à des opérations de privatisation ou de concession, généralement d'entités financières, de services publics (téléphonie, assainissement, distribution des eaux) ou dans le secteur énergétique (production d'électricité et hydrocarbures).

Ces grandes privatisations ou concessions commencent à apparaître maintenant au Maghreb. Et c'est pré-

cisément dans le peu d'entre elles qui se sont effectuées jusqu'à maintenant que se concentre l'investissement espagnol. Et cela alors que le calcul se réalise seulement en comptabilisant l'investissement initial (paiement de l'Etat pour la privatisation ou la licence) que l'on estime à environ 1 800 millions d'euros. Si l'on ajoute les investissements réalisés pour doter de contenu ces licences ou amplifier des opérations des entreprises privatisées, ces trois opérations principales supposeraient probablement 95 % du total de l'investissement espagnol dans la région. Ces trois opérations ont été les suivantes :

- la privatisation de la Régie des Tabacs au Maroc, achetée para Altadis en 2003 pour une valeur selon la presse de 14 080 millions de dirhams (1 290 millions d'euros). Cette quantité représente 66 % de tout l'investissement au Maroc ou 57 % au Maghreb ;

- la concession de la deuxième licence de téléphonie mobile au consortium Méditel, dont Telefónica possédait 30 % et qui a payé en 1999 1 100 millions de dollars, desquels environ 300 millions d'euros correspondent à Telefónica. Dans ce cas là, le consortium a dû encore investir trois fois le chiffre de la licence pour créer la compagnie. Le paiement de la licence représente 15 % de tout l'investissement espagnol au Maroc ou 13 % du total au Maghreb ;

- la privatisation de la Société des Ciments d'Enfidha. Uniland a acquis celle-ci en 1998 pour 168 millions de dinars tunisiens, environ 210 millions d'euros, bien que récemment elle ait investi afin de doubler sa capacité en acquérant d'autres petites sociétés du secteur. Le paiement pour la privatisation représente 75 % de l'investissement espagnol en Tunisie ou 9 % du total au Maghreb.

Nous ne disposons pas de statistiques sur la part de l'Espagne dans le marché des privatisations du Maghreb, mais il ne serait pas surprenant de constater qu'elle a une position relevante, sans doute entre les trois premiers.

Pour cette raison, si le Maghreb désire plus d'investissements espagnols il devrait aussi offrir plus d'opportu-

nités de ce genre, où les entreprises espagnoles ont montré un grand intérêt.

Qui investit ?

Il est naturel que le gros des investissements espagnols à l'extérieur, si on le mesure par le nombre d'opérations au lieu de leur volume, revienne aux petites et moyennes entreprises. Des entités qui étendent simplement leurs activités dans des pays où elles trouvent des opportunités. Contrairement aux grandes entreprises, il ne s'agit pas d'investisseurs systématiques à l'extérieur. Le fait d'investir est normalement une conséquence de leur connaissance du marché, qu'elles atteignent habituellement au moyen d'opérations commerciales. Dans ce sens, les principaux produits que les entreprises espagnoles acquièrent au Maghreb ont l'investissement étranger très limité. Que dire du secteur des hydrocarbures, mais aussi de la pêche, l'agriculture ou autres.

Par exemple, le marché qui suscite le plus d'intérêt pour l'Espagne dans la zone, a un accès limité aux secteurs où les entreprises espagnoles ont un plus grand contact. Au Maroc, un étranger ne peut pas détenir la pleine propriété d'une terre agricole, comme, en pratique, il ne peut pas non plus être titulaire de licences de pêche, alors que le principal secteur extracteur et industriel du pays, les phosphates, est un monopole d'Etat où l'Espagne a dû vendre le pourcentage qu'elle détenait de l'exploitation de Fos-Bucraa. Le tourisme, un secteur où l'Espagne a plusieurs entreprises entre les leaders mondiaux, n'est pas une priorité du Maroc, comme le montre son faible nombre de touristes, à peine la moitié que la Tunisie ou 5 % que l'Espagne, bien qu'il dispose d'un climat et d'une position géographique similaire.

Tout cela malgré le fait d'être un des pays du Maghreb qui croit sans réserves au secteur privé, ce qu'il démontre, par exemple, en utilisant la formule de la concession pour améliorer les services publics comme le ramassage des ordures, l'assainissement ou la production d'électricité.

D'autres pays de la zone comme l'Algérie et, surtout, la Libye, sont à la tête des listes des contextes difficiles pour les entreprises étrangères.

Beaucoup de facteurs confluent dans cette situation, depuis l'orgueil historique pour la récupération des terres agricoles après l'indépendance, jusqu'à des facteurs idéologiques, n'oublions pas les intérêts créés de certaines élites qui font pression pour éviter la concurrence des étrangers.

Face à cette situation, il conviendrait rappeler qu'il existe une certaine tendance à contempler les investissements étrangers en terme de quantité, comme une source directe de devises pour le pays qui les reçoit. Dans certains contextes, l'idée que ce qui est nécessaire pour un pays c'est de disposer de devises, qu'elles viennent des remises des émigrés ou des investisseurs étrangers, persiste. Ils rappellent même que d'un certain point de vue, les investissements ne sont pas des recettes, mais des dépenses remises à plus tard. Personne n'investit 10 s'il n'attend pas obtenir 20 dans les prochaines années. Les investissements étrangers apportent des devises de façon directe dans l'exercice où ils ont lieu. Pour ce qui reste, ce sont des dépenses de devises de façon directe sous la forme de dividendes.

Cette vision est exacte, mais elle ignore la véritable dimension des investissements étrangers, qui repose non pas sur sa quantité mais sur sa qualité. Les investisseurs étrangers apportent avec eux des éléments beaucoup plus précieux que leurs fonds, comme la technologie, les connaissances techniques ou l'accès à des marchés. Grâce à ces éléments, les investisseurs étrangers forment les travailleurs locaux à de nouvelles techniques qui se disperseront après à travers tout le pays, ils dynamisent les marchés locaux avec leur concurrence, ils apportent de nouvelles technologies et, surtout, ils peuvent accroître les exportations grâce à leur connaissance des marchés extérieurs.

En ce qui concerne ce dernier volet, l'on pourrait se demander quelle serait la part agricole du Maroc dans l'Union européenne si des entreprises agricoles européennes possédaient des terrains de culture dans le pays. ■